

Questions orales

LES FINANCES

LE BUDGET—LE DISCOURS DU MINISTRE À CALGARY

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): J'essaierai de changer de ton, monsieur le Président. Je prends la parole à titre d'humble et insignifiant député de l'arrière-ban de l'opposition.

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: J'imagine que cela vaut mieux que d'être considéré comme une nullité, pour reprendre l'expression chère au gouvernement antérieur.

Je voudrais poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est assis à côté du poids lourd à sa gauche. Hier, à Calgary, il a confirmé que le premier budget du gouvernement conservateur favorisera l'investissement étranger et que le gouvernement songeait à éliminer la part de la Couronne de 25 p. 100 sur les terres fédérales. Le ministre peut-il dire à la Chambre ce que le gouvernement des États-Unis pense de la possibilité que le gouvernement canadien privatise la part de la Couronne en accordant la préférence aux entreprises canadiennes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député devrait poser sa question au gouvernement des États-Unis.

L'OPINION DU MINISTRE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a discuté de ce changement avec le gouvernement des États-Unis et, sinon, s'il croit lui-même qu'il faudrait le faire avant que son gouvernement ne prenne une décision définitive? C'est ce qu'il avait dit dans le passé. Est-il toujours du même avis?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ignore combien de temps il faut au député pour se mettre à la page, mais c'est le très honorable député de Manicouagan qui est premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Quand le gouvernement du Canada adopte des mesures législatives, il serait plus prudent à mon avis qu'il sache un peu quelle sera la réaction des investisseurs du secteur privé ou des gouvernements d'autres pays. Par ailleurs, même si nous essayons de savoir quelle sera la réaction de pays étrangers, le gouvernement du Canada prend ses propres décisions dans l'intérêt des Canadiens et de personne d'autre.

● (1440)

L'ÉNERGIE

LA TAXE SUR LES RECETTES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire parlementaire de

la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Ce fut un grand jour pour le Canada le 28 mars, quand fut signé l'Accord de l'Ouest, qui comporte un avantage majeur. La taxe sur les recettes pétrolières et gazières ne s'applique pas à la nouvelle production à compter du 1^{er} avril 1985. Est-ce à dire que cette taxe ne touchera aucune nouvelle production, notamment les réserves dont la production a cessé avant le 28 mars, mais qui pourrait reprendre après le 1^{er} avril?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la députée n'ignore pas que nous avons modifié l'application de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières dans le but de réactiver le secteur pétrolier, afin de créer des emplois et de relancer l'exploration. Cela dit, je lui signale que le groupe de travail formé sous l'égide du ministre des finances examine le règlement qui régira les nouvelles dispositions concernant cette taxe et qu'il présentera son rapport à la Chambre en temps opportun.

* * *

LES FINANCES

LE PROCHAIN BUDGET—LE DISCOURS DU MINISTRE À CALGARY

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, suite à la question du député de Vancouver-Kingsway, le ministre des Finances peut-il nous dire s'il a autorisé le secrétaire d'État à dévoiler ces dispositions du budget à la Chambre de commerce de Calgary ou bien est-ce une nouvelle preuve qu'on se moque éperdument de la procédure budgétaire?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pourrais peut-être lire la phrase qui a donné lieu à la manchette dans le numéro du *Globe and Mail* d'aujourd'hui. Voici: «Notre première grande initiative a été de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le budget de Michael Wilson continuera d'encourager les entreprises et les investissements». Il s'agissait de deux pensées distinctes rassemblées en une seule phrase pour des besoins de mise en page.

Des voix: Bravo!

M. Johnston: Monsieur le Président, avec une telle explication, je devrais m'adresser au premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Benjamin: De grâce, faites-le.